

• **Rwanda : Sarkozy reconnaît des erreurs mais pas d'excuses**

Par Thomas Vampouille

25/02/2010 | Mise à jour : 13:31



Crédits photo : AFP

Pour la première visite d'un président français au Rwanda depuis le génocide de 1994, le chef de l'Etat s'en est tenu à la position toujours exprimée par la France, qui refuse de demander pardon.

Ceux qui réclament des excuses devront encore attendre. En visite de «réconciliation» au Rwanda jeudi, Nicolas Sarkozy s'en est tenu à la position traditionnelle de la France sur le génocide de 1994, reconnaissant des «erreurs» mais refusant toute repentance.

«Des erreurs d'appréciation, des erreurs politiques ont été commises ici et elles ont eu des conséquences absolument dramatiques», a une nouvelle fois reconnu le président français. Même «une forme d'aveuglement» pour n'avoir pas su anticiper puis arrêter le génocide, a-t-il précisé. L'engagement français, avec l'opération militaire «Turquoise» - organisée à des fins humanitaires à la fin du génocide - a «sans doute» été trop tardif et trop faible, a-t-il également concédé

Mais sur le plan des excuses, rien de nouveau. A un journaliste qui lui citait en exemple la Belgique et Bill Clinton, qui ont présenté des excuses au Rwanda, Nicolas Sarkozy a répondu que «chaque pays a son histoire». «Nous ne sommes pas ici pour s'amuser, pour faire la course au vocabulaire», a-t-il poursuivi en revendiquant la «précision» des termes employés, ramenant ainsi la différence entre «erreurs» et «excuses» à une simple question de choix des mots.

«Que les historiens fassent leur travail»

Attendu sur la question du sort que la France compte réserver aux génocidaires, le président français a déclaré : «Nous voulons que les responsables du génocide soient retrouvés et soient punis, où qu'ils se trouvent». «Est-ce qu'il en a en France ? C'est à la justice de le dire», a-t-il précisé. L'occasion de rappeler à son homologue qu'«en France, la justice est indépendante», une allusion à la mise en cause de Paul Kagamé et de son entourage par le juge Bruguière, qui avait causé la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays en 2006.

Avant la conférence de presse commune avec son homologue rwandais Paul Kagamé, Nicolas Sarkozy a observé une minute de silence devant l'une des quatorze fosses communes du mémorial, où sont inhumés les corps de plus de 250.000 victimes, et y a déposé une gerbe. Il a ensuite visité pendant vingt minutes le musée qui retrace l'histoire du Rwanda depuis la colonisation belge jusqu'au génocide. Un moment qu'il a qualifié de «bouleversant». Mais interpellé à deux reprises par le guide du musée sur le rôle de la France dans les événements de 1994, Nicolas Sarkozy n'a pas bronché.

Toutefois le président n'a pas fermé la porte à des évolutions futures de la position française. «Le processus évoluera étape par étape», a-t-il dit. D'ici là, «que les historiens fassent leur travail», avec «du temps et du recul». Quant aux deux pays, ils doivent selon lui s'engager dans l'avenir et dans leur future coopération, «qui ne ressemblera sans doute à aucune autre», a-t-il promis. Avec un leitmotiv : «tourner la page».